

## GROUPE D'INFORMATION SUR L'ARRÊT DES TRAVAUX MINIERS DANS LE BASSIN HOULLIER

Compte rendu de la réunion du 24 juin 2005 à Stiring-Wendel

La troisième réunion du Groupe d'Information sur l'Arrêt des Travaux Miniers, créé par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004, s'est tenue le 24 juin 2005 à 14 h 30 à l'Hôtel de Ville de STIRING-WENDEL, sous la présidence de Monsieur Guy TARDIEU, Sous-Préfet de FORBACH.

### Liste des participants :

M. TARDIEU - Sous-Préfet de FORBACH – Président  
M. MARTIN - Sous-Préfet de BOULAY  
M. COSQUER - Charbonnages de France  
M. NICOLAS - Charbonnages de France  
M. LANGE - Conseil Régional de Lorraine  
M. HOLTZ - Conseil Général de la Moselle  
Mme DYDRA - Conseil Général de la Moselle  
M. MICHALSKI - Communauté de Communes de FREYMING-MERLEACH  
M. MEUNIER - Communauté de Communes de FAULQUEMONT  
M. DASTILLUNG - Communauté de Communes du Warndt  
M. OLIER - Communauté de Communes du Pays Naborien  
M. GOELLNER - DIRE Lorraine  
M. FORBES - DIRE Lorraine  
Mlle ROBERT - DDASS Moselle  
M. SCHMITT - DIREN Lorraine  
Mme DELLINGER - DDAF Moselle  
Mme MELCHIOR - Préfecture de la Moselle - DAG  
M. CHARDON - ADELP  
M. GLANOIS - CLCV ROSBRUCK  
M. LEDUC - ADEPRA  
M. MULLER - GECNAL  
Mme HOERNER - UFC QUE CHOISIR  
M. SZACONNY - Agence de l'Eau Rhin-Meuse  
M. DARBOUR - EPF Lorraine  
M. GIGOUT - Conservatoire des Sites Lorrains  
M. MERLET - Fonds de Garantie

I – Le président rappelle le rôle et le fonctionnement du Groupe d'Information, ainsi que l'ordre du jour ; il signale une modification dans l'ordre des interventions figurant sur la convocation.

II. – Monsieur MERLET, représentant le Fonds de Garantie (F.G), rappelle les origines du Fonds de Garantie, ainsi que ses nouvelles attribution découlant de la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la répartition des dommages, notamment celle relative à l'indemnisation des propriétaires victimes de dommages immobiliers d'origine minière survenus à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1998 sur les immeubles occupés à titre d'habitation principale. A ce jour, 322 dossiers concernant le bassin houiller ont été déposés.

M. GLANOIS, représentant le CLCV de Rosbruck précise que sur les 322 dossiers déposés, 150 concernent la commune de Rosbruck, il signale :

- le caractère trop restrictif de cette loi ;
- que cette loi est une loi de circonstance ;
- très peu de dossiers remboursés dans le bassin houiller ;
- l'évaluation sérieuse pratiquée par le F.G ;
- que les remboursements sont, d'après ce qu'il en a connaissance, très en deçà des espérances ;
- que CDF doit « payer la note ».

Il demande un aménagement de la loi : un projet de modification de la loi est en cours. M. MERLET rappelle que les remboursements se font sur les fonds propres du F.G.

M. le Sous-Préfet précise que, après remboursement, le F.G se retourne contre l'exploitant minier.

M. MERLET précise que sont pris en compte :

- les dommages intervenus depuis octobre 1998 ;
- les aggravations intervenues après cette date, mais que dans le bassin houiller, beaucoup de dommages recensés et signalés au F.G sont antérieurs à octobre 1998.

M. le Président du Syndicat des Eaux de Faulquemont demande si la dégradation de la qualité des eaux des captages AEP est prise en compte par le F.G. M. MERLET répond par la négative : sont uniquement pris en compte, les bâtiments des particuliers (résidences principales).

M. GOELLNER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement rappelle les dispositions de l'article 75.1 du Code Minier :

*« l'explorateur ou l'exploitant, ou à défaut le titulaire du titre minier, est responsable des dommages causés par son activité. Il peut toutefois s'exonérer de sa responsabilité en apportant la preuve d'une cause étrangère.*

*Cette responsabilité n'est pas limitée au périmètre du titre minier ni à la durée de validité du titre.*

*En cas de disparition ou de défaillance du responsable, l'État est garant de la réparation des dommages mentionnés au premier alinéa ; il est subrogé dans les droits de la victime à l'encontre du responsable ».*

M. LANGE, représentant le Conseil Régional de Lorraine demande si le BRGM assurera la responsabilité de l'exploitant, après la disparition de Charbonnages de France. M. GOELLNER précise que certaines missions techniques seront confiées au BRGM, mais que la responsabilité sera toujours du ressort de l'État.

III – M. FORBES, responsable de la division Mines Sous-Sol à la DRIRE, fait le point sur l'état d'avancement des procédures relatives :

- à la renonciation de la concession de FOLSCHVILLER : arrêté ministériel du 3 mai 2005 (JO du 14 mai 2005) ;
- à l'arrêt définitif des travaux de l'U.E. FAULQUEMONT : arrêté préfectoral du 31 mai 2005 (1<sup>er</sup> donné acte) ;
- à l'arrêt des installations du carreau SIMON 3 : arrêté préfectoral du 19 avril 2005 (2<sup>ème</sup> donné acte) ;
- à l'arrêt des installations du carreau SAINTE-FONTAINE : mémoire sur travaux réalisés déposé par CDF ; récolement des travaux à effectuer ;
- à l'arrêt du terril SAINTE-FONTAINE : dossier déposé le 30 mars 2005 en cours d'instruction ;
- à l'arrêt définitif des travaux de LA HOUVE : instruction en cours ; l'arrêté préfectoral doit être notifié à l'exploitant avant le 25 août 2005.

M. CHARDON, représentant l'ADELPH demande :

- que les arrêtés préfectoraux soient mis sur Internet, comme les arrêtés ICPE ;
- des précisions sur les mesures relatives à la qualité des eaux sur Faulquemont ;
- que l'ennoyage ne soit pas effectif avant notification de l'arrêté préfectoral (1<sup>er</sup> donné acte) ;
- des précisions sur la carrière de MERLEBACH ;
- le bilan de l'enquête administrative sur le secteur de LA HOUVE.

M. FORBES informe que les arrêtés préfectoraux pris au titre du Code Minier seront mis sur Internet. S'agissant de la carrière de Merlebach, des précisions seront apportées par CDF dans son exposé sur les travaux en cours.

Concernant les résultats de la consultation à l'arrêt des travaux miniers sur LA HOUVE, M. GEOLLNER donne les grandes lignes des mesures complémentaires qui seront reprises dans le projet d'arrêté préfectoral :

- l'arrêt de l'exhaure et la substitution de l'alimentation en eau potable : pas d'arrêt de l'exhaure avant arrêté préfectoral ;
- les dispositions prévues par CDF pour éviter la pollution de la nappe et les risques d'inondations : suivi effectif de la remontée des eaux (qualitatif et quantitatif) avec seuils d'alerte ;
- impact sur les eaux de surface : soutien d'étiage sur l'amont de la Bisten et suivi qualitatif ;
- impact des terrils et bassins de décantation ;
- piézomètres existants à conserver ou à obturer suivant les règles de l'art ;
- grisou (surveillance) ;
- réseau de nivellement de surface afin de vérifier l'absence de mouvement de surface ;
- mesures adéquates autour des puits : inutilité d'instaurer des PPRM sur le bassin houiller, mais mesures de droit privé autour des puits (servitudes) ;
- installations hydraulique de sécurité, nécessaires sur le long terme (forages de rabattement de nappe et pompage dans la nappe des travaux miniers) qui peuvent être reprises par Collectivités ou État.

M. le Sous-Préfet confirme que le projet d'arrêté préfectoral sera transmis à CDF, pour observations, avant mi-juillet.

M. GLANOIS est inquiet sur l'inutilité d'établir des PPRM sur le bassin houiller. Il fait référence au rapport de M. PETIT de 2002. Il fait également référence à un courrier du Président du Conseil Régional relatif au paiement par les collectivités du prix de l'eau.

M. LANGE rappelle la sollicitation des collectivités locales en cas de retard dans les travaux de substitution de l'eau. Pour le Conseil Régional, l'État est seul compétant.

M. le Sous-Préfet rappelle qu'une convention CDF/SEE a été établie sous l'égide des tutelles de État :

- jusqu'au 31/12/2006 : prise en charge partielle des coûts par CDF ;
- à compter du 01/01/2007 : à la charge complète de la SEE.

M. GOELLNER rappelle le but des PPRM :

- restreindre la constructibilité : si aucune contrainte, pas de PPRM.
- prévenir les mouvements de terrains : quelques années après l'arrêt de l'exploitation, plus de mouvements de terrains sinon autour de certains puits et un risque résiduel de remontée du grisou dans des endroits bien localisés.

M. le Sous-Préfet rappelle que l'établissement d'un PPRM se traduit comme un document d'urbanisme à l'encontre des collectivités locales.

M. LANGE revient sur la problématique de la durée de stabilisation des terrains après l'arrêt de l'exploitation minière.

M. LANGLOIS, soulève le problème de la commune de ROSBRUCK et s'étonne de l'absence de PPRM pour cette dernière.

IV. – M. IPPOLITO, pour le compte de Charbonnages de France fait une présentation des travaux en cours sur les bassins Centre/Est/Ouest.

M. MULLER, représentant le GECNAL demande si des études faunistiques et floristiques sont systématiquement réalisées sur chaque site.

M. COSQUER, Adjoint au Directeur Technique National de CDF signale que :

- sur la carrière de MERLEBACH, des études sont en cours et que l'ouverture du site à des associations agréées est prévue ;
- des études sont menées uniquement sur des sites particuliers, non systématiquement sur tous les sites.

M. MULLER demande à CDF, d'autoriser le GECNAL à intervenir sur le site de LA HOUVE.

M. COSQUER, réserve sa réponse, compte tenu de la responsabilité de l'exploitant en cas d'accident sur le site.

M. GIGOUT, représentant le Conservatoire des Sites Lorrains informe que le travail d'identification des animaux a démarré en avril dernier sur la carrière de Merlebach. Il précise que tous les secteurs miniers ont été colonisés par des espèces protégées au niveau national et que vu l'ampleur des travaux engagés par CDF, ce problème n'a pas été, à son avis, pris en considération.

M. CHARDON demande à CDF s'il y a eu un problème sur la carrière de MERLEBACH.

M. COSQUER précise que les travaux de mise en sécurité de la carrière se poursuivent conformément au projet et programme définis. En effet, une procédure a été engagée par un organisme qui est intervenu sur le site et a enquêté. Il précise que la DIREN est consultée dans le cadre de cette procédure et que certaines études ont été menées sur certaines zones sensibles.

M. SCHMITT, représentant la DIREN signale que des dispositions ont été prévues avec CDF pour résoudre ces problèmes ; les avis émis par la DIREN tiennent compte de cette problématique qui se traduit par des prescriptions dans l'arrêté préfectoral.

M. LANGE demande si des travaux ont eu lieu au fond. M. COSQUER répond par l'affirmative, en précisant :

- beaucoup de travaux réalisés ;
- enlèvement de tous les produits dangereux ;
- abandon des matériaux métalliques après nettoyage ;
- toutes les galeries fermées progressivement par mesure de sécurité ;
- fermeture des puits ;
- rationalisation des salles des pompes et de l'aérage de la mine.

M. LEDUC représentant l'ADEPRA pose le problème du contrôle des travaux au cours des travaux et en fin d'exploitation. M. GOELLNER rappelle les grands principes appliqués :

- vérification sur papier ;
- vérification sur site si possible ;
- suivi de documents ;
- demande d'accord préalable (cas des puits par exemple) ;
- mise en sécurité qui fait partie de l'exploitation normale.

Il n'y a pas de contrôles systématiques des travaux, mais des contrôles lors des récolements prévus au titre de l'arrêté préfectoral ou de textes particuliers.

M. le Sous-Préfet précise que le système de déclaration-autorisation est basé sur l'auto surveillance.

M. CHARDON souhaite être renseigné sur l'évolution foncière sur le secteur Ouest du patrimoine de CDF.

M. le Sous-Préfet propose que ce sujet soit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe d'Information.

M. MULLER souhaite connaître le devenir du bâtiment principal du carreau de LA HOUVE.

M. IPPOLITO précise que ce dernier n'a pas d'avenir à l'heure actuelle.

M. le Sous-Préfet précise que l'État peut également décider de la destination future de certains bâtiments.

M. DARBOUR, représentant l'EPF Lorraine, apporte quelques éléments d'information sur le sujet ; une réflexion est en cours pour le transfert, d'ici 2007, des carrières SIMON, CENTRALE et VOUTERS ; de nouveaux éléments seront disponibles d'ici fin 2006.

M. COSQUER rappelle que dans ce cadre, les partenaires de CDF sont les collectivités locales et l'EPF Lorraine ; l'objectif de CDF étant de se débarrasser du patrimoine, compte tenu que l'État ne souhaite pas les reprendre.

V. – Mme DELLINGER de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle présente les modalités de substitution aux eaux d'exhaure sur le bassin houiller.

M. le Sous-Préfet rappelle que l'objectif est de faire coïncider l'arrêt des exhaures de LA HOUVE avec la substitution en eau potable et eau industrielle.

Mme DELLINGER rappelle que les prélèvements actuels ont été autorisés en leur temps par l'administration.

M. CHARDON n'a rien à redire, du point de vu technique, pour le dossier de la SEE et que les solutions adoptées sont bonnes pour les collectivités et les industriels. Cependant il n'est pas d'accord du point de vue de l'environnement, notamment au regard de la baisse du niveau de la nappe. D'autres solutions alternatives n'ont pas été étudiées et il faut s'écarter d'une économie de gaspillage. Son association est opposée à la réalisation de nouveaux forages et aux rejets des eaux du réservoir minier dans la Bisten. Il demande des précisions sur :

- le devenir de la station de traitement de LA HOUVE ;
- l'évolution des coûts de mise à disposition de l'eau aux industriels ;
- les nouveaux forages de Creutzwald (prise en charge, montant) ;
- la redevance sur les prélèvements d'eau.

Mme DELLINGER apporte les précisions suivantes :

- pour les industriels : recyclage ;
- pour les particuliers : pas de gaspillage ;
- forages de Creutzwald : réalisés par la ville de Creutzwald et subventionnés.

M. SZACONNY, représentant l'Agence de l'Eau Rhin Meuse précise que la redevance spécifique est 5 fois supérieure à celle du pompage dans les eaux superficielles qui s'élève à quelques centimes/m<sup>3</sup>.

M. le Sous-Préfet fait remarquer qu'il faut prendre en compte les contraintes qui s'appliquent aux industriels, d'où la survie économique du bassin.

M. GOELLNER fait remarquer qu'il est faux de dire que les industriels ne font rien en matière d'eau :

- suivi, compte tenu de la cherté de l'eau ;
- stabilisation, à la hausse, de la nappe ;
- on va vers une exploitation équilibrée de la nappe, après l'arrêt des exhaures.

Il est faux de dire qu'il y a rejet d'eau sale du réservoir minier dans le milieu naturel : eau minéralisée non adaptée aux installations industrielles mais aucun impact sur le milieu naturel.

M. SCHMITT précise qu'il n'y a pas de porteur local à la mise en place d'une CLE et l'État ne peut se substituer aux collectivités. Au niveau procédure/délai, il est déjà trop tard pour la mise en place d'une CLE.

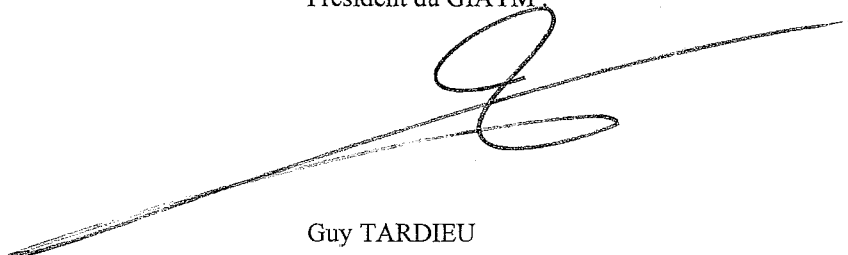
M. LANGE rappelle que la démarche SAGE est lourde et longue ; environ 3 ans.

M. CHARDON ne demande pas la mise en place d'un dispositif lourd ; il souhaite disposer d'une vision transversale de la qualité de l'eau (exhaures, industriels,...) sur l'ensemble du bassin.

M. le Sous-Préfet demande à la DIREN d'établir un dossier préliminaire avec proposition de périmètre, avant d'engager une démarche de sensibilisation des collectivités locales sur le sujet.

Le Sous-Préfet de FORBACH,

Président du GIATM :



Guy TARDIEU